

### **OMC : entente sur un calendrier de travail à Davos**

Les 27 et 28 janvier, à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, une vingtaine de ministres de pays influents membres de l'OMC se sont réunis pour donner une nouvelle impulsion aux négociations commerciales de l'OMC, un mois après la conférence ministérielle de Hong Kong. A Hong Kong, les délégations se sont accordées sur un agenda ambitieux pour conclure les négociations du cycle de Doha à la fin de l'année 2006. Agriculture, produits industriels, services... les sujets complexes et conflictuels ne manquent pas. Pourtant, un accord global en fin d'année impose que tous les dossiers soient suffisamment avancés avant la fermeture estivale de l'OMC au mois d'août. A Davos, première rencontre de l'après Hong Kong, un accord sur un calendrier de travail resserré a émergé. Il s'agit de dresser ou de préciser les consensus sur un ensemble de questions techniques des négociations. Les délégations se sont pour cela fixées de nouvelles échéances tout au long de l'année 2006. Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, considère que 40% du travail reste à faire pour conclure le cycle de Doha en décembre. La réunion de Davos n'a pas pour autant permis de régler les problèmes de fonds. Ainsi, des rencontres des principales puissances négociatrices (le G6 : Union européenne, Etats-Unis, Japon, Brésil, Australie, Inde) devraient se tenir en février et en mars, pour aplanir les différends. Cette impulsion politique forte des principaux négociateurs est indispensable, selon Rob Portman, le représentant américain. Une façon d'accentuer la pression sur l'Union européenne, très attendue par les pays en développement émergents comme le Brésil sur de nouvelles concessions sur l'agriculture. Peter Mandelson, le commissaire européen au commerce, ne semble toutefois pas prêt à bouger de nouveau sans contrepartie. « L'Europe a besoin d'incitations dans le domaine des produits industriels et des services pour pouvoir faire des concessions supplémentaires dans l'agriculture » a-t-il déclaré. Du côté des pays africains, on estime que l'empoignade entre les pays développés et le G20 tend à faire passer au second plan les questions prioritaires que devraient traiter le cycle de Doha : celles liées au développement. Ainsi, le ministre égyptien du Commerce et de l'industrie, Rachid Mohamed Rachid, coordinateur du groupe africain, a indiqué qu'il ne faudrait pas « qu'un affrontement entre deux ou trois pays, développés et émergents, nous prive du développement ». Alan Kyerematen, le ministre de l'industrie et du commerce du Ghana, a ajouté que de nombreux pays en développement s'interrogent sur les capacités du système multilatéral à « délivrer ses promesses », constatant que « les membres de l'OMC n'ont pas réussi à mettre le développement au cœur des négociations ».

Quelques jours avant Davos, les délégations permanentes à Genève ont réenclenché leur travail sur les questions techniques agricoles. Globalement, Crawford Falconer, le président du comité des négociations sur l'agriculture, a surtout précisé la procédure qu'il entendait utiliser pour parvenir à définir les modalités agricoles d'ici la fin du mois d'avril. Lors de cette semaine de discussions, le G10 (pays développés importateurs nets de produits alimentaires) a émis une nouvelle proposition sur le traitement des « produits sensibles » (produits bénéficiant de conditions d'accès aux marchés particulières) et sur le volet du soutien interne.

### **Union africaine : le 6<sup>ème</sup> sommet des chefs d'Etats désigne un nouveau président**

Réunis à Khartoum, au Soudan, pour la sixième conférence de l'Union africaine, les chefs d'Etat africains se sont penchés sur un certain nombre de questions clés pour l'avenir du continent : l'éducation et la culture, thème du sommet, la situation de la paix et de la sécurité en Afrique, la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour l'Afrique (Nepad), l'intégration économique et politique sur le continent... Surtout, le président du Congo, Denis Sassou-Nguesso a accédé à la présidence de l'Union africaine, en succession du président nigérian Olusegun Abasanjo.

### **Forum social mondial : après Bamako, Caracas**

Du 24 au 29 janvier, environ 100 000 personnes, principalement issues du continent latino-américain, ont participé au Forum social mondial de Caracas, l'un des trois rendez-vous du Forum social mondial polycentrique 2006. L'ensemble des questions relatives à la « mondialisation néolibérale » (dette, OMC, institutions financières internationales, privatisations, délocalisations...) ont été abordées dans des centaines d'activités programmées pendant la semaine. L'enjeu des mouvements sociaux participant au FSM est, au delà des analyses et des expressions, d'arriver à proposer des alternatives concrètes à la « dynamique néolibérale ». Ainsi une assemblée a adopté, à l'issue du Forum, un « texte commun de revendications et de propositions et un agenda d'actions pour l'année 2006 », parmi lesquelles figurent des mobilisations mondiales anti-guerre (18 et 19 mars), contre le sommet du G8 de Saint Petersburg (15-18 juillet) et contre les institutions financières internationales (Banque Mondiale et Fonds monétaire international, au mois de septembre).